



La Commune



L'Espagne, serrure de l'Europe

serrure de l'Europe | Etat espagnol

Des deux côtés des Pyrénées, la chasse aux travailleurs immigrés est ouverte. À droite, le gouvernement UMP avec Nicolas Sarkozy, à gauche, celui du PSOE, unis dans l'application des Accords de Schengen, comme le montre le Premier ministre de la monarchie, Zapatero, qui a redoublé ses visites au Maroc après les très médiatiques mesures de régularisation des immigrés prises en 2005 - environ 600 000 - qui n'auront servi qu'à mieux appliquer les expulsions ensuite, puisque les régularisations ne sont valables, au mieux, qu'un maximum d'un an - après, c'est le retour à la clandestinité.

Actuellement, les contrôles aux frontières se sont accrus et des accords ont été conclus avec divers gouvernements africains, donnant le droit aux gardes-côtes espagnols de patrouiller dans les zones maritimes de la Guinée-Bissau, du Sénégal, de la Mauritanie et du Maroc, afin d'interdire l'immigration de leurs ressortissants. Mais les embarcations de fortune continuent d'affluer sans interruption sur les côtes de la péninsule ibérique et des îles Canaries depuis que les frontières de Ceuta et Melilla ont été verrouillées et sont pratiquement infranchissables, suite aux massacres perpétrés au début de l'année 2006 par les polices espagnole et marocaine, qui ont fait 16 morts et des centaines de blessés.

Le gouvernement, harcelé par le Parti Populaire, a très vite infléchi son discours humanitaire et tient maintenant les même propos que Rajoy, le secrétaire du PP, préconisant l'expulsion pure et simple des immigrés clandestins, en application de la loi sur les étrangers promulguée par le gouvernement Aznar en 2002 et appliquée intégralement par l'actuel gouvernement du PSOE. Ainsi, le ministre de l'Intérieur déclare vouloir " *une réponse de l'UE au problème de l'immigration illégale qui comprenne de l'argent, des ressources, des moyens et de la détermination* ", après que l'Autriche et l'Allemagne ont critiqué les régularisations et les aides sollicitées pour le contrôle des frontières par l'Espagne. Et c'est pour montrer sans plus tarder sa bonne volonté et sa détermination que le gouvernement de Sa Majesté Juan-Carlos a renvoyé 179 immigrés au Sénégal. Les camps d'internement se multiplient ; les réfugiés s'y entassent par milliers, au mépris de toutes les conventions internationales, provoquant des révoltes, comme récemment celle d'immigrés algériens durement réprimée par la police, dont le syndicat vient de porter plainte contre le gouvernement, qu'il rend responsable de l'insécurité qui règne dans ces camps.

Patrouilles côtières

L'Union européenne s'en mêle, relaie le PP et dénonce la régularisation des sans-papiers, accuse Zapatero de " *provoquer un effet d'appel* " sur les Africains et exige d'élever le nombre des expulsions, pudiquement appelées " *rapatriements* ". Le gouvernement Zapatero obtempère et le ministre de l'Intérieur déclare qu'il juge " *les rapatriements de sans-papiers fondamentaux* " ... Mais pour les effectuer il faut de l'argent, le cerbère des frontières de l'UE en a besoin pour étendre les opérations de police jusqu'au coeur de l'Afrique, avec l'aide des potentats locaux avec lesquels il n'hésite pas à collaborer dans la répression des travailleurs et des jeunes. Pour mener à bien cette mission, il signe avec eux des traités scélérats de coopération.

Malgré toutes ces embûches, les travailleurs immigrés arrivent à franchir les frontières et leur nombre ne cesse d'augmenter : 1 800 000 sont maintenant inscrits à la Sécurité Sociale, mais des centaines de milliers, non régularisés, tombent entre les mains de réseaux mafieux patronaux qui les surexploitent, contribuant ainsi, avec la complicité du gouvernement, à la baisse des salaires de tous les travailleurs.

Les Accords de Schengen, élaborés pour la répression des travailleurs immigrés et qui sont à l'origine de la loi espagnole sur les étrangers, vont maintenant être renforcés par un réseau européen de patrouilles côtières " *agissant au plus près des côtes africaines* ", selon la vice-présidente du gouvernement Zapatero. Finis donc les discours " *humanitaires* " et larmoyants distillés

par Izquierda Unida ¹ sur la politique du gouvernement monarchique du PSOE, qu'il soutient sans faille au Parlement. La chasse aux travailleurs immigrés, la fraction la plus vulnérable de la classe ouvrière de l'État espagnol, est ouverte. L'État espagnol, déjà prison séculaire des peuples, catalan et basque en particulier, élargit son rôle de garde-chiourme pour le compte de l'UE tout en marchandant sa collaboration à cette entreprise scélérate.

Modifié le mardi 10 octobre 2006

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »